



# DES SERVICES FINANCIERS ACCESSIBLES À TOUS POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

## OBJECTIF GÉNÉRAL

Déployer à plus grande échelle les approches innovantes qui favorisent l'accès aux services financiers agricoles et ruraux pour les petits agriculteurs et les petites et moyennes entreprises (PME) agricoles dans les pays en voie de développement.

### À propos du domaine prioritaire

Le secteur agricole et les activités associées peuvent promouvoir la croissance économique inclusive de manière exponentielle. Des éléments probants recueillis dans plusieurs pays montrent que la croissance du PIB agricole est 2,8 fois plus efficace que la croissance dans le secteur industriel ou des services lorsqu'il s'agit de réduire la pauvreté. Cependant, les investissements agricoles ont ralenti plus que dans les autres secteurs. De 2000 à 2011, dans le monde entier, les investissements agricoles mondiaux n'ont crû que de 0,6 pour cent en termes réels. Dans le monde en développement, plus de 60 pour cent de ces investissements ont été réalisés par des entreprises agricoles privées, et notamment par des petits agriculteurs. Le manque d'accès au crédit expérimenté par les petits agriculteurs et les PME représente une cause importante du ralentissement des investissements agricoles et du développement rural. Améliorer l'accès au financement de l'agriculture peut en déclencher le développement et contribuer ainsi à réduire la pauvreté dans les zones rurales.

## FAIRE LA DIFFÉRENCE

Rendre les services financiers agricoles plus accessibles aux petits agriculteurs, aux femmes et aux jeunes non bancarisés, ainsi qu'aux PME agricoles auxquelles ils participent, nécessite aborder les questions de l'offre et de la demande simultanément.

### Aborder la question de l'offre

Les fournisseurs spécialisés de services financiers font face à de nombreux défis quand il s'agit d'accorder du crédit aux producteurs agricoles d'autant plus qu'ils doivent affronter des hauts risques et coûts de transaction. Il est nécessaire d'avoir des informations détaillées concernant les caractéristiques des processus biologiques et les conditions climatiques variables associées à la production agricole. Les risques associés sont partagés par tous les acteurs de la chaîne de valeur agricole. De plus, l'agriculture présente de réquisits financiers à long terme, volumineux et saisonniers. Également, la propriété des terres et des eaux est souvent mal définie, et fournit donc une base faible pour les garanties. Les initiatives politiques sont fréquemment défavorables

aux investissements privés. En outre, les zones rurales sont souvent peu peuplées et les infrastructures de communication pauvres, ce qui rend la distribution des services financiers plus coûteuse.

Afin d'aborder ces défis, FAO facilite l'échange de connaissances sur les besoins financiers des entrepreneurs agricoles, sur les stratégies génératrices de revenus, sur les restrictions de production auxquelles ils doivent faire face. Le partage des connaissances aussi exige des mécanismes innovateurs afin de surmonter les obstacles regardant la finance agricole et rurale, qui ont été pilotés ailleurs. FAO constitue une des agences principales du partenariat CABFIN, qui inclut aussi IFAD, GIZ, UNCDF et la Banque Mondiale.

Pendant ces dix dernières années, CABFIN a promu des nouvelles formes de chaîne de valeur à propos de la finance agricole. Ce partenariat a soutenu le processus de up-scaling de ces expériences, désormais documentées, au niveau national ou régional à travers la supervision technique sur les moyens d'adaptation et de promotion d'outils et approches de gestion financière et des risques innovantes.

### Aborder la question de la demande

La forte interdépendance entre les acteurs des filières agricoles implique que l'analyse financière faite par les intermédiaires doit aller au-delà de l'évaluation des risques individuels des clients et doit considérer la chaîne de valeur dans sa totalité. Soutenir les acteurs, y compris les organisations de producteurs, afin de développer des stratégies de gestion de risque constitue un des aspects de la lutte contre les restrictions du côté de la demande.

Même lorsque les risques sont correctement identifiés, les interventions requises se trouvent souvent en dehors de la capacité et du mandat des institutions financières. Des exemples sont: le développement des compétences littéraires financières et la tenue de registres des femmes, des organisations de jeunesse et des producteurs; l'évolution des politiques gouvernementales et des cadres réglementaires pour soutenir les instruments financiers; et l'amélioration de la coordination entre les acteurs des chaînes de valeur agricoles. Ce sont de sérieux obstacles pour l'inclusion de la « chaîne manquante » et les groupes ruraux vulnérables. Les quelques intermédiaires financiers qui se livrent de façon significative dans le secteur ont été en mesure d'établir une coopération avec les acteurs publics et privés qui aident à réduire ces contraintes grâce à l'appui de la FAO.

La FAO facilite aussi la promotion des organisations de producteurs et des groupes d'épargne et crédit fondés sur les sources des communautés, ce qui pourrait constituer un tremplin vers la diffusion des compétences financières de base, l'amélioration de la gestion de risque et l'accès à la finance par le secteur bancaire formel.





## AVANTAGE COMPARATIF DE LA FAO

En collaborant avec ses organisations partenaires, la FAO facilite l'échange d'expériences entre les pays et aborde des contraintes non financières qui limitent le développement des marchés financiers agricoles. Cela est possible grâce aux différentes compétences du staff FAO, qui facilitent l'identification des innovations et l'adaptation des produits et des services aux circonstances locales, et à sa vaste présence dans les pays.

En outre, la FAO travaille en étroite collaboration avec les quatre réseaux régionaux associations de crédit agricoles (Raca) rurales qu'elle a créés en Asie, Amérique Latine, Afrique du Nord et Moyen Orient à la fin des années 1970.

## DANS LA PRATIQUE

Actuellement, la FAO soutient plusieurs projets sur le terrain, en particuliers dans les domaines suivants:

Adaptation des systèmes de récépissés d'entrepôt aux clients petits agriculteurs en Tanzanie, en Éthiopie et au Niger. Dans chaque pays, la FAO collabore avec des acteurs locaux spécialisés en systèmes agricoles et financiers locaux afin d'adapter les services aux nécessités des différentes activités de création des revenus des familles de petits agriculteurs.

Adaptation de la méthode de travail de l'association rurale d'épargne et de crédit au service de l'agriculture au Soudan du Sud. La FAO a collaboré étroitement avec le bureau local de CARE au Soudan du Sud pour adapter la méthode de travail de l'association rurale d'épargne et de crédit afin qu'elle convienne aux activités de production agricole menées par les femmes en combinant services locaux de vulgarisation et octroi de subventions pour les petites entreprises agricoles.

Intégration du financement des chaînes de valeur agricoles dans les processus d'octroi de prêts en Thaïlande. La FAO a apporté son assistance technique à la banque thaïlandaise pour l'agriculture et les coopératives agricoles (BAAC) en vue d'intégrer l'analyse du financement des chaînes de valeur agricoles au sein de ses processus d'octroi de prêts. Un processus similaire est en cours au Pakistan où, à travers les fonds alloués par la banque d'État, la FAO

donne son support et assistance aux banques commerciales et institutions de micro-finance en garantissant le financement du secteur agricole, notamment afin d'élargir la portée du projet aux familles de petits agriculteurs non bancarisés.

Amélioration du rapport coût-efficacité du programme national mexicain d'assurance agricole. Suite à une requête du Gouvernement mexicain, la FAO a fourni son assistance technique au programme CADENA qui fournit des assurances indexées sur la météo contre les risques de catastrophes du secteur agricole. Par conséquent, les processus organisationnels sont optimisés afin d'entrer en contact avec les petits agriculteurs.

Recours à des prestataires non bancaires pour le financement en Somalie. Au Somalie et au Puntland, où aucune banque officielle n'est présente, la FAO travaille avec des intermédiaires financiers spécialisés en transmission de remises des travailleurs et avec les institutions locales qui s'occupent de micro-finance afin d'adapter des outils et diffuser des connaissances sur l'utilisation des technologies mobiles dans le processus de fourniture des services financiers aux organisations agricoles et agro-industrielles, telles que les associations d'éleveurs et les gestionnaires d'entrepôts de stockage du sésame.

## FAIRE PLUS ET MIEUX

La FAO est en train de:

Collaborer avec les institutions financières locales en vue d'adapter les produits financiers agricoles, ou d'en concevoir de nouveaux, pour les petits agriculteurs, les femmes, les jeunes et les PME agricoles.

Tester et déployer à plus grande échelle des produits financiers agricoles et des modèles d'activité agroalimentaires inclusifs mis au point par les institutions financières et les acteurs des chaînes de valeur.

Tester et déployer à plus grande échelle l'utilisation des services bancaires mobiles et des ICT afin de pouvoir financer tous les acteurs des chaînes de valeur.

Faciliter la mise sur pied de plateformes public-privé pour contribuer à l'adoption de mesures qui permettront d'améliorer l'accès à la finance pour les petits agriculteurs et les PME.

Développer les capacités des institutions financières et des organisations de producteurs, afin de appliquer les modèles de gestion des risques et de promouvoir la diffusion des compétences financières de base, parmi les membres des organisations de producteurs et les associations de jeunes et femmes.

Supporter l'amélioration de la coordination entre parties prenantes publiques et privées par rapport à l'implémentation d'une stratégie commune de promotion de l'investissement dans le secteur agroalimentaire au niveau national ou régional.

Supporter les pays dans le processus d'amélioration des synergies entre outils de gestion de risque et protection sociale pour les populations rurales et non rurales.



### Calvin Miller

Responsable de ejecución,  
División de Infraestructuras Rurales y Agroindustrias  
(AGS)  
Correo electrónico: Calvin.Miller@fao.org

### Rob Vos

Coordinador del OE 3,  
Director de la División de Protección Social (ESP)  
Correo electrónico: Rob.Vos@fao.org

MÁS INFORMACIÓN

<http://www.fao.org/about/what-we-do/so3/es/>